

CHAPITRE V : FINANCES PUBLIQUES

Après un fléchissement en 2007 à 456,8 milliards de dinars, l'excédent du solde global du Trésor renoue en 2008 avec les accroissements des années 2005 et 2006 pour atteindre 835,9 milliards de dinars, soit 7,6 % du produit intérieur brut contre 4,9 % en 2007.

L'augmentation de l'excédent du solde global du Trésor résulte principalement de l'augmentation des recettes budgétaires, notamment des recettes des hydrocarbures, malgré une augmentation substantielle des dépenses courantes et en capital.

En 2008, l'encours du Fonds de régulation des recettes s'est accru de 1064,5 milliards de dinars, représentant 20,8 % des recettes budgétaires totales contre 284,5 milliards de dinars en 2007 (7,7 % des recettes totales). L'encours de ce fonds à fin 2008 a atteint 4280 milliards de dinars, ce qui représente 38,9 % du PIB de 2008 contre 34,6% en 2007.

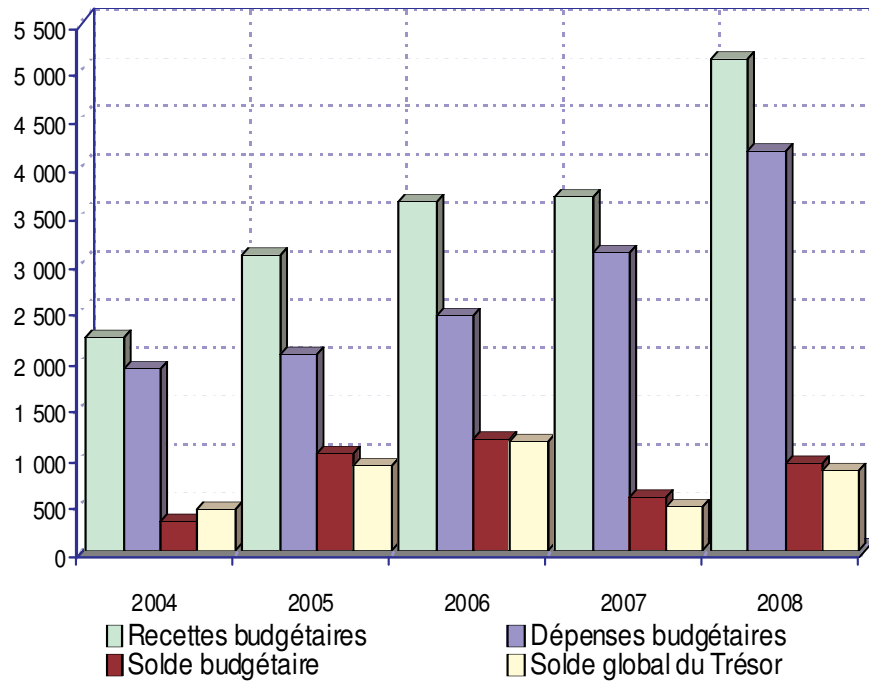
Dans le contexte actuel de récession des économies des pays avancées, de réduction de l'activité économique dans les pays émergents et en développement et de baisse des prix des produits exportés, les renforcements conjugués de la position financière extérieure nette et de la situation des finances publiques constituent le socle de la solidité du cadre macro économique de l'Algérie. Par conséquent, la situation macro économique permet la poursuite des programmes d'investissement dans les infrastructures publiques et par ce biais la consolidation de la croissance hors hydrocarbures.

V.1 - RECETTES BUDGETAIRES

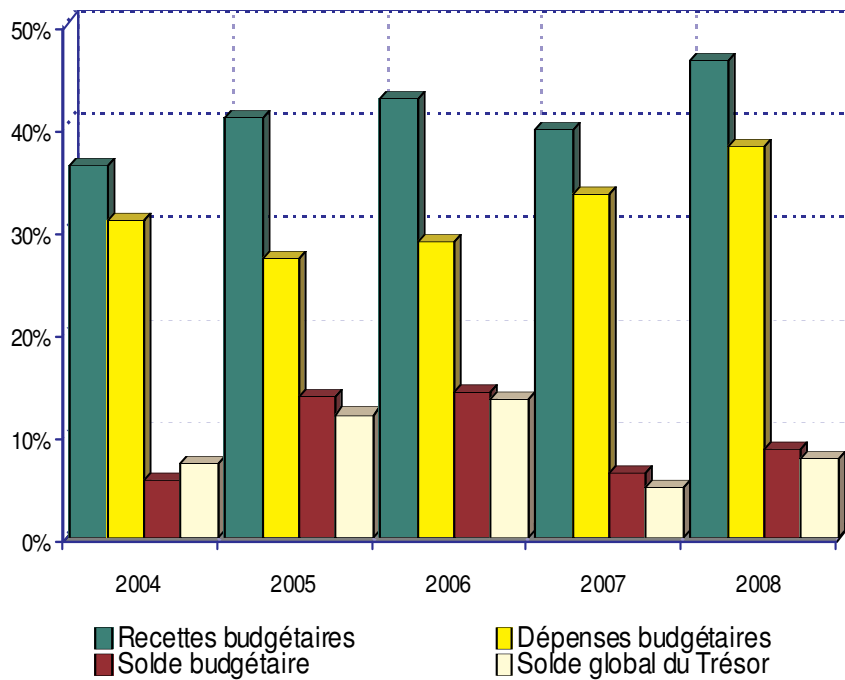
Les recettes budgétaires s'établissent à 5111 milliards de dinars en 2008 contre 3687,8 milliards de dinars en 2007. Elles ont progressé de 38,6 % alors qu'elles avaient quasiment stagné en 2007. Cette augmentation résulte pour 90,8 % de la hausse des recettes des hydrocarbures inhérente à l'évolution favorable des

FINANCES PUBLIQUES

GRAPHIQUE 13
INDICATEURS DES FINANCES PUBLIQUES



GRAPHIQUE 14
INDICATEURS DES FINANCES PUBLIQUES
(EN % DU PIB)



prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux et à l'instauration de la taxe sur les profits exceptionnels.

Rapportées au produit intérieur brut (PIB), les recettes totales représentent 46,5 % et les recettes des hydrocarbures 37,2 %, soient les taux les plus élevés jamais enregistrés en la matière. L'augmentation, sans précédent, des prix moyens d'hydrocarbures en 2008 et l'instauration de la taxe sur les profits exceptionnels des entreprises des hydrocarbures expliquent l'élévation de ces ratios.

Les recettes fiscales des hydrocarbures sont en effet passées de 2711,8 milliards de dinars en 2007 à 4003,6 milliards de dinars en 2008, soit une progression de 47,6 %. Elles représentent près de 2,4 fois la fiscalité pétrolière budgétisée au prix de référence de 37 dollars le baril. L'excès des recettes effectives des hydrocarbures sur les recettes budgétisées a été versé au Fonds de régulation des recettes. De plus, en 2008, les recettes effectives des hydrocarbures représentent 80 % du total des recettes budgétaires et couvrent 97,9 % du total des dépenses budgétaires, soit des proportions jamais égalées par le passé.

En 2008, les recettes hors hydrocarbures ont atteint un montant global de 1022,1 milliards de dinars, en progression de 15,7 %, contre 5,1 % en 2007; mais elles ne représentent, toutefois, que 20 % du total des recettes budgétaires. Elles ne financent que 24,5 % des dépenses totales et ne couvrent ni les dépenses courantes, dont elles ne représentent que 45,9 %, ni même le poste le plus important de ces dépenses représenté par les transferts courants.

Le ratio recettes hors hydrocarbures / produit intérieur brut hors hydrocarbures est resté relativement stable avec 17,05 % en 2008 contre 16,93 % en 2007. Sur la période 2004-2008, ce ratio fluctue dans une fourchette comprise entre 18,12 % (2006) et 16,93 % (2007). Le taux global de prélèvement fiscal et non fiscal sur les activités hors hydrocarbures est donc relativement stable sur la période.

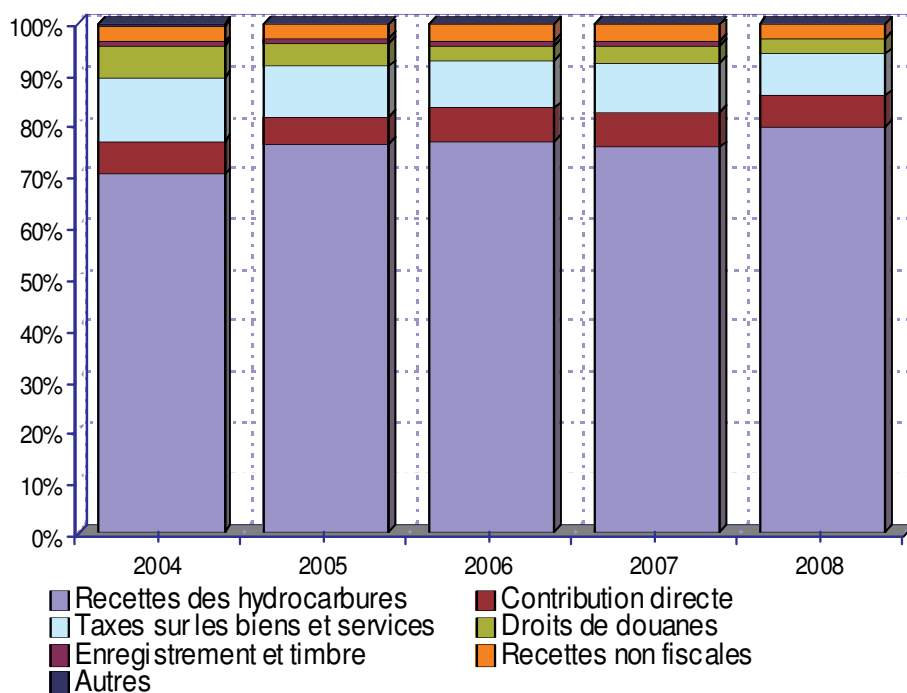
Les recettes fiscales ont progressé en 2008 de 16,8 % et ont atteint 895,4 milliards de dinars. Elles représentent 87,6 % des recettes hors hydrocarbures contre 86,8 % en 2007 et 85,8 % en 2006. Les augmentations les plus significatives ont été enregistrées par les impôts sur les revenus et sur les biens et services qui couvrent 79,6 % des recettes fiscales contre 79 % en 2007. Par ailleurs, il y a lieu de noter l'insignifiance et la chute brutale des montants de la TVA et des prélèvements sur les produits pétroliers qui sont passés de 37,1 milliards de dinars en 2004 et 45 milliards de dinars en 2007 à seulement 0,3 milliard de dinars en 2008.

Le poids des droits de douane dans les recettes fiscales baisse, passant de 23,9 % en 2004 à 17,1 % en 2008. Cette baisse a été principalement compensée par la hausse du poids des impôts sur les revenus et bénéfices qui a progressé de plus de neuf points de pourcentage passant de 25,5 % en 2004 à 34,6 % en 2008. La part des impôts sur les biens et services a baissé de 2,2 points de pourcentage passant de 47,2 % en 2004 à 45 % en 2008.

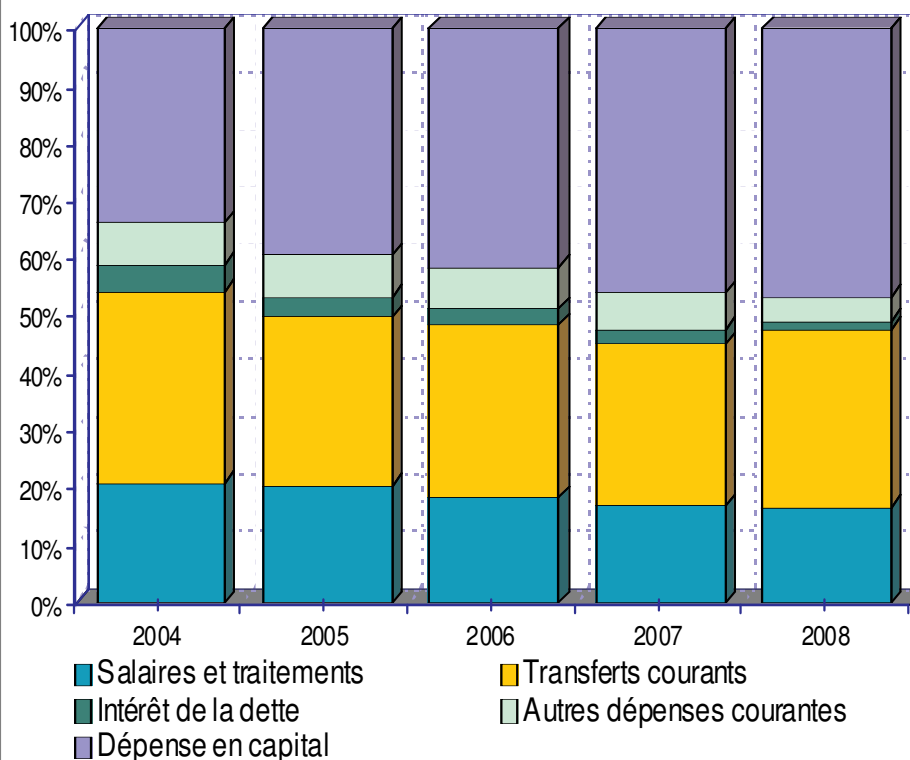
Enfin, après une baisse de 2,8 % en 2007, les recettes non fiscales, qui ne représentent que 12,4 % des recettes hors hydrocarbures, ont augmenté de 8,8 % en 2008 et affichent un montant de 126,7 milliards de dinars.

Au total, si les recettes budgétaires totales rapportées au PIB n'ont cessé de progresser en raison de l'accroissement de la part de la valeur ajoutée des hydrocarbures dans le PIB, le taux de prélèvement sur les activités hors hydrocarbures est resté relativement stable sur la période 2004-2008. Néanmoins, en termes relatifs, les prélèvements fiscaux directs sur les revenus des entreprises et ménages ont évolué plus fortement que les impôts indirects sur les biens et services. Alors que la valeur ajoutée marchande des secteurs hors hydrocarbures a augmenté de 81,1 % pour la période 2004-2008 (le PIB hors hydrocarbures a augmenté de 77,1 %), la fiscalité directe s'est accrue beaucoup plus vite que la fiscalité indirecte sur la même période, soit respectivement de 142,1 % et de 72,3 %.

GRAPHIQUE 15
STRUCTURE DES RECETTES BUDGETAIRES



GRAPHIQUE 16
STRUCTURE DES DEPENSES BUDGETAIRES



V.2 - DEPENSES BUDGETAIRES

Les dépenses budgétaires totales s'établissent à 4175,7 milliards de dinars en 2008 contre 3108,5 milliards de dinars en 2007, soit une progression de 34,3 %, contre 26,7 % en 2007. Par rapport à l'année 2004, la croissance des dépenses budgétaires est de 120,7 % (4175,7 milliards de dinars en 2008 contre 1891,8 milliards de dinars en 2004). En 2008, l'augmentation des dépenses courantes a contribué à l'accroissement des dépenses budgétaires pour 51,9 % et les dépenses en capital pour 48,1 %. En revanche, sur la période 2004-2008, l'augmentation des dépenses totales résulte pour 42,7 % de l'augmentation des dépenses courantes et de l'augmentation des dépenses d'investissement pour 57,3 %.

Entre 2004 et 2007, l'effort budgétaire consenti pour la relance de l'activité économique à travers les différents programmes de dépenses publiques s'est traduit par un accroissement plus rapide des dépenses d'investissement que celui des dépenses de fonctionnement. En 2008, cette tendance s'est modifiée puisque les dépenses courantes ont augmenté de 553,4 milliards de dinars et les dépenses en capital de 513,8 milliards de dinars.

Les dépenses de fonctionnement et d'équipement, initialement budgétisées à 2018 milliards de dinars et 2304,9 milliards de dinars respectivement dans la loi de finances de 2008, sont estimées à 2363,2 milliards de dinars et 2519 milliards de dinars respectivement dans la loi de finances complémentaire de la même année. Alors que les montants budgétés au titre des dépenses de fonctionnement ont été consommés à hauteur de 94,2 %, les dépenses d'équipement budgétisées l'ont été à concurrence de 77,3 % contre 59,3 % en 2007. L'année 2008 marque donc une amélioration sensible des capacités d'absorption traduisant une accélération de la réalisation des programmes d'infrastructure publique.

Après un recul à 16,5 % en 2005 contre 20,3 % en 2004, le ratio dépenses courantes/produit intérieur brut progresse pour atteindre 20,3 % en 2008 contre 18 % en 2007 à la faveur de l'importante augmentation des dépenses de fonctionnement. En

revanche, la tendance haussière du ratio dépenses d'équipement/produit intérieur brut s'est encore confirmée en 2008 puisque ce ratio est passé de 10,4 % en 2004 à 15,4 % en 2007 et à 17,7 % en 2008. Cette hausse résulte autant de l'augmentation du montant du budget d'équipement que de l'amélioration du taux d'absorption.

En 2008, la forte augmentation des dépenses courantes est induite principalement par l'augmentation des transferts courants qui y ont contribué à hauteur de 75,7 % dont les dépenses de services de l'administration (hôpitaux et établissements publics à caractère administratif) à hauteur de 14,9 %. Les dépenses de personnel (traitements, salaires, allocations) y ont contribué pour 30 %. Les dépenses courantes relatives aux autres postes ont, soit stagné à l'image des pensions des moudjahidine, soit diminué comme les dépenses en matériels et fournitures et les intérêts sur la dette publique.

Les dépenses d'équipement, quant à elles, en forte progression entre 2005 et 2006 (25,8 % en 2005 et 25,8 % en 2006), sont passées à un palier supérieur entre 2007 et 2008 avec respectivement 41,3 % et 35,8 % de croissance. En termes de montants, l'accroissement effectif en 2008 (513,8 milliards de dinars) est supérieur à l'augmentation constatée en 2007 (419,5 milliards de dinars).

Les dépenses d'infrastructures économiques et administratives, de loin les dépenses les plus importantes, représentant 37,6 % du total des dépenses d'équipement en 2008, ont progressé de 37,5 %. Toutes les autres dépenses ayant un poids significatif dans le total des dépenses d'équipement ont, soit modérément diminué à l'image des dépenses au profit du secteur de l'énergie et des mines, de l'habitat et de l'agriculture et de l'hydraulique, soit quasiment stagné à l'instar des dépenses pour l'éducation et la formation et les dépenses d'infrastructures socioculturelles.

Le taux de couverture des dépenses de fonctionnement par les recettes ordinaires de 58,2 % et 58,5 % respectivement en 2005 et 2006 baisse progressivement en 2007 et 2008 passant à 52,8 % en 2007 et à 45,9 % en 2008. L'augmentation des transferts courants en liaison avec la réalisation du budget

d'équipement est une des causes expliquant cette évolution défavorable pour un pays producteur d'hydrocarbures comme l'Algérie.

V.3 - CAPACITE DE FINANCEMENT

Après une diminution à 456,8 milliards de dinars en 2007, l'excédent du solde global des opérations du Trésor est remonté à 835,9 milliards de dinars en 2008 et représente 7,6 % du PIB contre 4,9 % en 2007 et 13,5 % en 2006. L'augmentation de la fiscalité en 2008 (hydrocarbures et hors hydrocarbures) s'est donc traduite par un flux d'épargne publique (recettes totales moins dépenses courantes) de 2883,7 milliards de dinars, soit 56,4 % des recettes totales (54,6 % en 2007) et 45,5 % de l'épargne intérieure totale.

Ce volume d'épargne publique a permis de financer la totalité des dépenses d'investissement de l'Etat et de dégager un solde global du Trésor positif (solde d'épargne moins investissements publics) de 835,9 milliards de dinars. Cet excédent de l'épargne sur l'investissement public en 2008 représente 37,5 % de l'excès de l'épargne intérieure totale sur l'investissement domestique. Le cumul de ces excédents, depuis l'année 2000, a alimenté le Fonds de régulation des recettes. L'encours de ce fonds a atteint, à fin 2008, un montant de 4280 milliards de dinars sous forme de stock d'épargnes financières du Trésor déposées auprès de la Banque d'Algérie.

La capacité de financement du Trésor s'est donc accrue en 2008. Elle représente 38,9 % du PIB et 83,7 % des recettes totales de l'année 2008 et plus que la totalité des dépenses publiques de l'année 2008. La constitution de cette capacité de financement du Trésor à travers l'institution du Fonds de régulation des recettes est une garantie permettant de mener une politique budgétaire contre-cyclique à moyen terme. Cette politique de maintien des dépenses publiques, notamment en capital, à un niveau proche de celui des années précédentes, en dépit de la chute prévisible des recettes fiscales des hydrocarbures, permettra de maintenir un niveau élevé de l'activité économique hors hydrocarbures et la poursuite des programmes de réalisation des infrastructures publiques.

SITUATION DES OPÉRATIONS DU TRÉSOR

	2004	2005	2006	2007	2008
(En milliards de dinars)					
Total des recettes budgétaires et dons	2 229,7	3 082,6	3 639,8	3 687,8	5 111,0
Recettes des hydrocarbures*	1 570,7	2 352,7	2 799,0	2 796,8	4 088,6
dont : Fonds de Régulation des Recettes brut	623,5	1 368,8	1 798,0	1 738,8	2 288,2
Fonds de Régulation des Recettes net	153,2	1 121,0	1 088,4	284,5	1 064,5
Recettes hors hydrocarbures	652,5	724,2	840,5	883,1	1 022,1
Recettes fiscales	580,4	640,4	720,8	766,7	895,4
Impôts sur les revenus et les bénéfices	148,0	168,1	241,2	258,1	309,6
Impôts sur les biens et services	274,0	308,8	341,3	347,4	402,9
Droits de douane	138,8	143,9	114,8	133,1	153,2
Enregistrement et timbres	19,6	19,6	23,5	28,1	29,7
Recettes non fiscales	72,1	83,8	119,7	116,4	126,7
Dividendes de la Banque d'Algérie	30,0	48,7	75,3	41,0	22,5
Droits	42,1	35,1	44,4	75,4	104,2
Dons	6,5	5,7	0,3	7,9	0,3
Total dépenses budgétaires	1 891,8	2 052,0	2 453,0	3 108,5	4 175,7
Dépenses courantes	1 251,1	1 245,1	1 437,9	1 673,9	2 227,3
Dépenses de personnel	391,4	418,5	447,8	526,2	692,1
Pensions des Moudjahidine	69,2	79,8	92,5	101,6	101,3
Matériels et fournitures	71,7	76,0	95,7	93,8	81,7
Transferts courants	633,6	597,6	733,3	871,8	1 291,0
dont: Services de l'Administration	176,5	187,5	215,6	273,0	355,4
Intérêts sur la dette publique	85,2	73,2	68,6	80,5	61,2
Dépenses en capital	640,7	806,9	1 015,1	1 434,6	1 948,4
Solde budgétaire	337,9	1 030,6	1 186,8	579,3	935,3
Solde des comptes spéciaux	109,9	-129,0	-4,1	18,8	29,6
Prêts nets du Trésor	11,8	5,2	32,1	141,3	129,0
Solde budgétaire, hors Fonds d'assainissement	436,0	896,4	1 150,6	456,8	835,9
Allocation au Fonds d'assainissement	0,0	0,0	0,0	0	0,0
Solde primaire 1/	521,2	969,6	1 219,2	537,3	897,1
Solde global	436,0	896,4	1 150,6	456,8	835,9
Financement	-436,0	-896,4	-1 150,6	-456,8	-835,9
Bancaire	-412,4	-1 002,2	-976,9	-553,0	-1 360,6
Non bancaire	29,6	221,5	-15,0	206,9	528,6
Extérieur	-53,2	-115,7	-158,7	-110,7	-3,9

Source : Direction Générale du Trésor

1/ Solde budgétaire hors Fonds d'assainissement + intérêts sur la dette publique

* Y compris la dividende de la compagnie pétrolière

ERROR: syntaxerror
OFFENDING COMMAND: --nostringval--

STACK:

(chap_05_08.qxd)
/Title
()
/Subject
(D:20090725114028)
/ModDate
()
/Keywords
(PDFCreator Version 0.8.0)
/Creator
(D:20090725114028)
/CreationDate
(ba)
/Author
-mark-